marches-securises.fr Avis de publicité 15/05/2022

marches-securises.fr

ÉTABLISSEMENT



Commune de Fayence (83) Place de la République

83440 Fayence

AVIS DE MARCHÉ FOURNITURES

PUBLICATION

Organisme acheteur

Mairie de Fayence (83), Valerie Verhelst, Place de la République, 83440 Fayence, FRANCE. Tel: +33 494391500. Fax: +33 494391501. E-mail: finances@ville-fayence.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur :http://www.mairiedefayence.com

Site du profil d'acheteur : https://www.marches-securises.fr

Objet du marché

Location avec option d'achat et installation de bâtiments modulaires équipés et raccordés destinés à une classe de maternelle

Lieu d'exécution

Ecole maternelle la colombe- quartier le Colombier 83440 Fayence

<u>Caractéristiques</u>

Type de procédure :

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

Le présent CCTP a pour objet principal la location (avec option d'achat) la livraison et l'installation de bâtiments modulaires équipés et raccordés destinés à accueillir une salle de classe pour l'école maternelle la Colombe à Fayence.

Ces équipements sont considérés comme recevant du public et devront répondre aux normes d'accessibilité et de sécurité incendie en vigueur.

CPV 44211100- Bâtiments modulaires préfabriqués.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

Les locaux nouvellement créés ont vocation à accueillir une classe d'environ 28 élèves ainsi que leur encadrant le temps de la construction d'une annexe à l'école maternelle de la Colombe.. Ils comprendront :

- Un espace : entrée / circulation
- Un espace sanitaire comprenant 4 sanitaires adaptés aux maternelles avec séparation auge, douche chauffe-eau.
- Un accès sur le modulaire existant,
- Une salle de classe maternelle d'au moins 60 m2,

Des variantes seront prises en considération : Non

Division en lots: Oui

Il convient de soumettre des offres pour

un ou plusieurs lots.

Durée du marché ou délai d'exécution

A compter du : 27 juin 2022. Jusqu'au : 09 août 2024.

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Mercredi 08 juin 2022 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 60 (à compter de la date limite de réception des offres).

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

27 juin 2022

Conditions relatives au marché

Cautionnement et garanties exigés

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Le marché est financé par les fonds propre de la collectivité sur le budget principal chapitre 23.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique
- Soit avec des prestataires groupés solidaires.
- Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :
- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de mandataires de plusieurs groupements.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
- Formulaire DC1, Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4).
- Formulaire DC3, Acte d'engagement (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4).
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4).
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs

économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Autre justificatif / Commentaire :

Autre justificatif:

Visite obligatoire pour le lot 1

Commentaire:

Fournir l' attestation de visite signée par le maître d'ouvrage

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- 1: Prix 40%
- 2: Valeur technique 30%
- 3: Délai 30%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

Renseignements complémentaires :

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir par l'intermédiaire de la plate-forme: www.marches-securises.fr et au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres leurs demandes de renseignements d'ordre administratif et technique.

Une réponse sera alors adressée en temps utile sous la même forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

Conditions de remise des offres ou des candidatures

Les candidats devront remettre l'intégralité de leur offre par voie électronique vie le profil acheteur www.marches-securises.fr

Informations sur les lots

LOT N° 1:

Description succincte

Location livraison et installation de Modulaires

Quantité ou étendue

Environ 70 m2

LOT N° 2:

Description succincte

Plomberie – VMC – Chauffage rafraîchissement – Réseaux afférents.

Quantité ou étendue

Equipement des modulaires avec 4 sanitaires une douche Chauffe eau lavabo et auge - VMC - Chauffage rafraîchissement-raccordement et réseaux afférents

LOT N° 3:

Description succincte

Électricité téléphonie alarme et réseaux afférents

Quantité ou étendue

Equipement des modulaires Electricite - prise- téléphonie- alarme raccordement et réseaux afférents

<u>Date d'envoi du présent avis</u> 15 mai 2022